



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question écrite n° 56892

Texte de la question

M. Jean-Marc Roubaud attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la récente rencontre sino-américaine. En effet, les 27 et 28 juillet 2009 s'est tenue à Washington la rencontre du dialogue économique et stratégique entre les États-unis et la Chine, rencontre qui traitait de la crise économique mondiale et des moyens de la surmonter. Les deux pays ont déployé des plans de relance importants et prévoient tous deux des taux de croissance positifs. En conséquence il lui demande si une telle rencontre peut être un moteur efficace de la sortie de la crise économique mondiale.

Texte de la réponse

En février 2009, le Congrès américain a voté le plan de relance American Recovery and Reinvestment Act of 2009, largement inspiré des propositions du Président Obama. Son montant total s'élève à 787 milliards de dollars, dont l'essentiel serait dépensé sur la période 2009-2011. Il est composé de dépenses en consommation et en investissement publics (santé, éducation, infrastructures, efficacité énergétique...), d'aides directes aux ménages en difficulté (bons alimentaires, extension de la couverture maladie et des allocations chômage), de baisses d'impôts pour les entreprises et, enfin, de baisses d'impôts pour les ménages (crédits d'impôts pour un montant de 400 dollars par personne (800 dollars par couple) pour 95 % des Américains, ou encore prolongement du dispositif d'exemption : l'Alternative Minimum Tax). L'intervention américaine a soutenu l'activité au second trimestre, mais ce soutien ne devrait être que temporaire. Après un rebond fin 2009, la croissance américaine devrait ainsi rester faible jusqu'à fin 2010 compte tenu notamment de la faiblesse de la consommation des ménages (les agents se désendettent et augmentent leur taux d'épargne), ainsi que de l'investissement privé (surcapacités). Du côté de la Chine, le pays a rapidement réagi à la crise en assouplissant les conditions de crédit et en adoptant un plan de relance en novembre 2008, annoncé à 590 milliards de dollars sur deux ans, axé sur l'investissement, et notamment les infrastructures. Le Gouvernement s'est également engagé à accroître l'accès aux soins pour l'ensemble de la population d'ici à 2011 en allouant près de 124 milliards de dollars pour permettre l'amélioration de la couverture de santé, mais ces mesures comprendraient une part significative d'investissements avec la construction d'hôpitaux. Les premiers effets de ce stimulus se sont matérialisés au premier et, surtout, au second trimestre (la croissance a affiché une hausse de 7,9 % en glissement annuel après 6,1 % au premier trimestre). La demande intérieure est ainsi repartie, se traduisant par une augmentation des importations. Par ailleurs, les crédits, les investissements et la production industrielle affichent une nette progression. L'objectif de croissance de 8 % devrait donc être atteint. Il est prévu des effets encore importants du plan de relance chinois au troisième trimestre, puis à un contrecoup faible au dernier trimestre 2009. Ces mesures de relance budgétaire mises en place par les Gouvernements face à la crise visent, d'une part, à soutenir l'activité et, d'autre part, à favoriser l'émergence d'une reprise. Les plans américains et chinois, principalement centrés sur l'investissement et la consommation publique sont impressionnants par leurs montants (respectivement 5,5 et 7,1 points de PIB), et les effets seraient très concentrés au deuxième et troisième trimestres 2009. En outre, ces plans soutiennent la croissance dans les pays partenaires de la Chine et des États-Unis, et notamment l'Europe, via des effets indirects transitant par le

commerce mondial. La Chine et les États-Unis bénéficient aussi des effets indirects, mais dans une moindre mesure, les autres plans de relance étant beaucoup moins massifs. Le « dialogue stratégique et économique » (S&ED) annoncé en avril dernier par les Présidents Barack Obama et Hu Jintao, s'est tenu à Washington les 27 et 28 juillet 2009. Il succède au Strategic Economic Dialogue de l'Administration Bush qui, séparé du dialogue politique stratégique, n'abordait que les questions économiques. Désormais, mené conjointement par les Départements d'État et du Trésor, le S&ED était présidé par la secrétaire d'État Hillary Clinton et le secrétaire d'État au Trésor américain Tim Geithner. Du côté chinois, la délégation était conduite par Dan Bingguo et le vice-Premier ministre Wang Qishan. La réunion a permis d'aborder les principales questions économiques et commerciales sino-américaine. Dans son discours d'ouverture, le Président Obama a mentionné les dossiers commerciaux, appelant de ses vœux une relation commerciale libre et juste (« We can pursue trade that is free and fair »), ainsi qu'une conclusion équilibrée et ambitieuse du cycle de Doha. Le sommet a permis un certain nombre d'engagements, notamment en matière commerciale, sans signature de nouvel accord : les principaux domaines concernés sont les marchés publics (les entreprises étrangères pourraient avoir accès aux marchés publics créés par le plan de relance chinois), la défense commerciale (les États-Unis pourraient revoir le statut de la Chine dans le cadre de son droit commercial et la considérer comme une économie de marché), les investissements (les deux pays visent un accord bilatéral) et les hautes technologies (poursuite des discussions). Le communiqué final évoque la promesse des deux géants de lutter contre les déséquilibres économiques mondiaux. Les États-Unis souhaitent notamment que la Chine s'oriente vers un modèle de croissance davantage axé sur la consommation interne, et moins sur les exportations. Ceci permettrait, selon les termes du Président Obama, de créer en Chine un « énorme marché » pour les exportations américaines. Pour sa part, Pékin évoque sa volonté de promouvoir le secteur des services et des hautes technologies dans son pays. Le secrétaire d'État au Trésor américain s'est montré rassurant auprès de ses interlocuteurs chinois au sujet de leurs créances libellées en dollars (1 500 milliards de dollars dont plus de 800 milliards d'obligations émises par le Trésor américain). Il s'est notamment engagé à ramener le déficit fédéral à un niveau qu'il qualifie de supportable d'ici à 2013, soit 3 % du PIB, contre plus de 12 % en 2009. Aussi, il a promis de prendre des mesures concrètes pour encourager l'épargne des ménages américains, sans préciser la nature exacte de ces mesures. De leur côté, les autorités chinoises se sont engagées à encourager la consommation des ménages afin que cette dernière prenne une part plus importante dans le PIB chinois. Dans cette optique, le Gouvernement chinois a affirmé que le système de protection sociale connaîtrait rapidement d'importants progrès. En outre, il s'est engagé à libéraliser son économie par des mesures concrètes : ouverture de certains marchés publics, y compris à des entreprises étrangères, autorisation pour, les institutions financières étrangères de souscrire des émissions obligataires chinoises, libéralisation des taux d'intérêts, ouverture du marché des services aux investisseurs privés. Les deux pays se sont quittés sur de grands accords de principe. Ils se sont entendus pour participer de manière conjointe à la création d'un nouveau système financier international et souhaitent agir de concert pour mettre en place des systèmes de régulation et de supervision financière plus efficaces dans chacun des deux pays. En clôture du sommet, le secrétaire d'État au Trésor américain a mis en avant la volonté des deux pays de faire en sorte que la Chine soit justement représentée au sein des institutions financières internationales, du G20 ou du Financial Stability Board. Au final, cette réunion a permis aux deux pays de renforcer leurs liens, dominés par le pragmatisme, notamment dans la sphère commerciale, même s'il existe de nombreux domaines où ils demeurent en désaccord, voire en concurrence.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marc Roubaud](#)

Circonscription : Gard (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 56892

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 août 2009, page 7587

Réponse publiée le : 17 novembre 2009, page 10911